

Jean-Paul LECOQ  
Député de Seine-Maritime  
55, rue de la République  
76700 HARFLEUR

jeanpaul-lecoq.fr

Madame Catherine COLONNA  
Ministre de l'Europe et des Affaires  
étrangères  
37, Quai d'Orsay  
75351 PARIS CEDEX 07

*Objet : Contestation sociale au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*

Madame la Ministre,

Permettez-moi tout d'abord de prendre acte de votre nomination récente à ce poste et de vous envoyer mes félicitations républicaines.

La situation sociale au sein de votre ministère est très complexe et nécessite que vos premières mesures soient tournées vers l'écoute de tous les agents qui composent votre ministère.

Le Quai d'Orsay, dont votre prédécesseur a dit qu'il était, d'un point de vue salarial, « à l'os », a terriblement souffert des suppressions de poste depuis plusieurs décennies. Aucun autre ministère n'en a autant souffert : en trente ans, c'est la moitié des effectifs qui ont été supprimés, dont 30 % l'ont été ces dix dernières années.

À cela se rajoute la réorganisation de la haute fonction publique qui brouille les spécialités et fait croire que les agents sont tous interchangeables, et le recours massif à la fois aux stagiaires et aux vacataires, et également aux contrats locaux.

Fort d'une diplomatie reconnue partout dans le monde et de l'un des plus puissants réseaux consulaires du monde, vous devez, dès aujourd'hui, écouter les agents de votre ministère et l'accompagner vers une remontée en puissance.

La protection des Français partout dans le monde ne doit pas être mise de côté. Les services consulaires français sont parmi les plus efficaces du monde, ce qui a été prouvé avec les rapatriements liés au Covid en 2020, lors de l'évacuation des ressortissants français d'Afghanistan l'été dernier ou encore de l'Ukraine il y a quelques semaines. Beaucoup de pays nous envient cette efficacité sans failles.

Les députés de la commission des Affaires étrangères ont d'ailleurs systématiquement salué les efforts constants et considérables du réseau consulaire français à ces diverses occasions, tout comme ceux du Centre de crise et de soutien.

Cependant, il n'est plus possible de faire reposer la puissance de la France sur des stagiaires, des vacataires et des contrats locaux précaires, sous-payés et exploités. Et il n'est pas possible non plus d'exiger des agents un travail colossal d'encadrement et de suivi de chaque dossier sans avoir des effectifs idoines.

Plus globalement, à l'image de toutes les fonctions publiques de notre État, il faut arrêter de faire reposer la mise en œuvre des politiques publiques françaises sur des agents surexploités qui ne continuent que parce qu'ils ont la fonction publique chevillée au corps, et qui sont animés par les valeurs qu'ils sont censés porter au quotidien.

Pour mener à bien tous les grands chantiers qui viennent, à commencer par la diplomatie de la sauvegarde de notre environnement, mais aussi pour favoriser une diplomatie de la paix et du respect du droit international, vous devrez dès aujourd'hui changer radicalement de la politique de votre prédécesseur et de prendre en compte les revendications des diplomates.

À l'heure où la diplomatie semble être débordée par les va-t'en-guerre, il faut resserrer les liens et redonner du souffle à la diplomatie pour démontrer que ce n'est qu'à travers elle que la paix est possible, et non à travers les armes.

Dans ce cadre visiblement prêt à exploser, je vous exprime donc mes très fortes inquiétudes sur la capacité à court terme de la France à rester aussi incontournable dans la diplomatie mondiale.

Par conséquent, je soutiens pleinement l'appel à la grève du 2 juin prochain. Il attirera votre attention, je l'espère, et celle du secrétariat général de votre ministère sur les conditions de travail. Peut-être cela permettra-t-il de poser les jalons d'un nouveau départ ?

Le fait que ce n'est que la 2<sup>e</sup> fois dans l'histoire du Quai d'Orsay que l'on assiste à un appel à la grève, 19 ans après la première, doit vous alarmer au plus haut point.

Le corps des diplomates est l'un des plus fidèles à l'État, et est l'un qui comprend le mieux ce que signifie la France, car ils portent à l'étranger, au quotidien, l'idée de notre pays, ses valeurs et ses projets. Il ne faut pas l'en dégouter.

Alors que vous vous apprêtez à préparer le projet de loi de finances pour 2023 et que le budget s'annonce complexe, il est indispensable que le ministère de l'Économie et des Finances ne prenne pas, comme il en a la fâcheuse habitude, le Quai d'Orsay pour faire ses petits arrangements comptables.

En conséquence, je formule l'espoir que vous saurez enfin entendre les revendications et ouvrir dans les plus brefs délais les « assises du Ministère des Affaires étrangères » que demandent de nombreux agents pour mettre sur la table les problèmes et les régler dans la concertation.

Persuadé que vous saisirez le sens de cette interpellation, veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Paul Lecoq', written over a horizontal line.

Jean-Paul LECOQ

Député de Seine-Maritime